

2 février 2015

La méthode Coué de l'UMP pour justifier son ni-ni



Nicolas Sarkozy en meeting à Tourcoing, le 29 janvier. (Photo Philippe Huguen. AFP)

DÉCRYPTAGE. Hors de question de voter à gauche au nom d'un front républicain : de nombreux leaders de l'UMP justifient leur posture depuis l'éviction de leur candidat dans la législative partielle du Doubs. Utilisant des arguments de plus ou moins bonne foi...

PAR GRÉGOIRE BISEAU ET JONATHAN BOUCHET-PETERSEN

Impossible pour l'UMP de choisir entre le PS et le FN quand son candidat n'est pas qualifié pour le second tour d'une élection. Cette doctrine semble la règle majoritairement admise à l'UMP, sous Sarkozy plus encore que sous Copé (*lire page 4*). A propos du second tour dimanche prochain dans le Doubs, ils n'ont pas été nombreux, telle la numéro 2 de l'UMP, Nathalie Kosciusko-Morizet, à faire savoir sans attendre que si elle était «*personnellement confrontée à ce choix PS-FN, [elle] voterai[t] pour le PS*». Position constante chez l'ancienne ministre, qui repose autant sur des principes que sur un constat : au FN, «*ils ne veulent pas le débat, ils veulent notre mort*». A l'UMP, l'ère du cordon sanitaire et des digues chiraquiennes a vécu. L'ex-ministre de l'Education nationale Luc Chatel, pourtant pas un dur, met en avant que «*le Front national n'est pas une voie, mais le front républicain n'en est pas une autre*». Refrain largement entonné à droite. Décryptage des vrais faux arguments les plus fréquemment mis en avant, pour masquer un embarras.

Argument 1

Le front républicain, c'est mépriser nos électeurs

«*Le front républicain est une folie parce qu'il exprime le mépris des électeurs en leur donnant des consignes de vote*» : député des Yvelines, ancien conseiller spécial de Nicolas Sarkozy, Henri Guaino utilise un argument pour le moins spécieux : donner une consigne de vote serait «*mépriser*» ses électeurs. Ou une façon de les infantiliser. Ainsi, en ne prenant pas parti dans ce dilemme FN-PS, l'UMP ferait acte d'une grande maturité démocratique : ses électeurs n'auraient besoin de personne pour se décider «*en conscience*». Dans la même veine, les pourfendeurs du front républicain aiment ajouter : «*Nous ne sommes pas propriétaires des voix de nos électeurs.*» C'est la même idée : à quoi bon prendre des positions de principe, si nos électeurs sont libres de ne pas les suivre ? Il y a dans cet argumentaire beaucoup de rhétorique qui cache d'abord un profond embarras stratégique et de positionnement par rapport au vote frontiste. Car un parti ne s'est jamais embarrassé de donner des consignes de vote, à ses électeurs, à ses militants et même à ses députés. Libre à eux de les suivre ou pas. Par exemple, la même UMP de Nicolas Sarkozy demande à ses députés de ne pas voter la loi Macron, même si une partie non négligeable d'entre eux est plutôt favorable à l'esprit général de loi. Ce qui n'empêche pas certains élus de ne pas suivre les «*consignes*» de leur parti. Sans se sentir «*méprisés*» pour autant.

Argument 2

Le front républicain, c'est mépriser les électeurs du FN

Faire des candidats FN des infréquentables serait un manque de respect à l'égard des électeurs qui ont choisi de voter pour le parti présidé par Marine Le Pen. Argument de circonstance dans la bouche de responsables UMP qui passent leur temps à vouloir distinguer le FN des millions de Français qui lui apportent leurs suffrages. Pour mieux s'adresser à ces derniers. «*Le front républicain est une façon de dire à tous les électeurs qui ont voté pour le Front national : "Vous ne faites pas partie de la République"*», met par exemple en garde Bruno Le Maire, alors que selon lui, «*le rôle de l'UMP est de rassembler*» autour d'une «*certaine idée de la République*». Un front républicain, soutient le député de l'Eure, serait donc une solution de facilité qui exonère l'UMP comme le PS de leurs responsabilités. Un peu hors sujet au lendemain du premier tour car le front républicain n'empêche en rien l'UMP de s'interroger sur les raisons de son élimination.

Argument 3

Le front républicain, ça alimente les critiques du FN sur l'«UMPS»

Fustiger le «*système*» et son incarnation institutionnelle, l'«*UMPS*», est un grand classique du FN de Jean-Marie Le Pen comme de sa fille. Certains responsables de l'UMP alertent sur le fait que le front républicain apparaît de plus en plus comme une collusion de circonstance - battre le FN - entre les deux partis qui se partagent le pouvoir depuis des décennies. Une image qu'ils jugent contre productive, tel Henri Guaino lundi matin sur France Inter. Une fois de plus, c'est poser la question tactique avant la question de

principe, celle qui fait du FN un parti légal mais hors de l'arc républicain. Enfin, il y a bien d'autres occasions pour l'UMP de se différencier du PS sur le plan idéologique et programmatique qu'en refusant de s'allier face à un ennemi commun.

On notera par ailleurs que le oui commun de l'UMP et du PS lors du référendum européen de 2005 puis la négation du vote constituent depuis dix ans le principal argument du slogan «UMPS».

Argument 4

Quand on est ni PS ni FN, on ne vote ni PS ni FN

«Mes idées ne sont pas celles du Parti socialiste donc je n'appelle pas à voter socialiste. [...] Je ne partage pas les idées du Front national donc je ne vote pas pour le FN.» Secrétaire général de l'UMP et numéro 3 du parti, Laurent Wauquiez a justifié son vote blanc par cette double négation. Comme si le vote était nécessairement un vote d'adhésion. Ce n'est pas toujours le cas. On peut voter «faute de mieux» ou même «contre» un candidat. Quand la gauche appelle à voter UMP pour faire barrage au FN, elle n'a pas besoin de rappeler que le PS, ce n'est pas la même chose que l'UMP. Elle ajoute juste un codicille important : ce qui nous différencie que l'UMP est beaucoup moins important de ce qui nous sépare du FN. Puisque l'un est un parti républicain, pas l'autre.

Derrière l'affirmation de Wauquiez se cache une réalité moins avouable : pour lui, si le vote FN pose problème, ce ne serait pas à cause de ses positions antirépublicaines. *«Il y a un point sur lequel on a zappé très vite, c'est l'économie. La différence qui est absolument majeure pour moi dans l'approche du Front national, c'est l'économie»*, avait-il déclaré à *Mots croisés*, début décembre.

Argument 5

Un troisième député FN, est-ce vraiment si grave pour la République ?

Si la candidate FN devait rejoindre à l'Assemblée les députés Marion Maréchal-Le Pen et Gibert Collard, *«la République ne serait pas en danger pour autant»*, a lancé, quelques jours avant le scrutin du Doubs, le député UMP Thierry Mariani, leader de la Droite populaire, un des courants les plus droitiers de son parti. Et d'ajouter, décomplexé en diable : *«L'explosion du chômage et de la délinquance met bien plus en danger le pacte républicain qu'un éventuel troisième siège de député FN à l'Assemblée nationale.»* L'ancien ministre n'est qu'à un cheveu d'appeler à voter en bonne et due forme pour le FN, puisque la politique soutenue par le candidat PS est selon lui le principal péril pour le pacte républicain. De plus, l'argument du troisième député, sous les atours du bon sens - 3 députés sur 577 - se concentre sur le cas d'espèce pour éviter la position de principe. A partir de quel contingent de députés frontistes Mariani juge-t-il qu'il faut se mettre à combattre l'élection d'un parlementaire FN ?